



ASSIÉ-LUMUMBA (N. T.)
Les Africaines dans la politique.
Femmes baoulé de Côte d'Ivoire
Paris, L'Harmattan, coll. Points
de vue, 1996, 206 pages.

L'objectif de l'auteur est de montrer que, sur la longue durée, les Africaines, en tant que groupe social, ont joué de façon constante un rôle politique non négligeable au sein de leurs communautés. Cette position politique des femmes s'est définie dans une ligne de complémentarité par rapport à celle occupée par les hommes. L'exclusion, sinon la marginalisation des femmes dans le champ politique est un phénomène récent, historiquement daté. Le fait colonial imposé à l'Afrique et reproduit d'une certaine manière après les indépendances en serait le point de départ. Au plan méthodologique, l'auteur s'inscrit d'emblée dans le courant de l'histoire sociale. Elle emprunte le concept de « genre » pour analyser l'identité et la position sociale des femmes dans la société étudiée. Elle s'appuie sur une étude de cas menée auprès d'une communauté baoulé de Côte d'Ivoire. La période couverte va du XVIII^e siècle à la période postcoloniale. Les sources utilisées sont orales et écrites, les témoignages oraux ayant été directement recueillis lors d'enquêtes menées parmi les populations rurales. L'auteur entend montrer que, dans l'histoire africaine, la place politique des femmes a été confondue à tort avec ce qui a prévalu en Occident. Pour elle, l'histoire du rapport des femmes au pouvoir en Afrique se pose de façon distincte. Ici, les femmes ont une présence plus ancienne dans la politique. Dans la première partie du livre, elle décrit la communauté des Baoulé N'Gongbo. La deuxième présente la manière dont les N'gbongbo ont réagi aux visées dominatrices des Français. Un accent est mis sur l'importance du rôle de dirigeantes et de résistantes joué par les femmes durant cette période. La troisième partie

analyse les bouleversements apportés par le régime colonial dans la position sociale et politique des femmes baoulé et s'étend jusqu'à la situation politique de la femme ivoirienne dans la période postcoloniale. Elle montre comment la construction de la ville coloniale a contribué à modifier les rapports hommes-femmes. Le colonialisme a exclu les femmes de ses institutions en reproduisant en Afrique une administration de type « machiste » importée d'Europe. L'image de la femme du colon recluse dans l'oisiveté s'est imposée comme un modèle de substitution au modèle traditionnel de la femme autochtone. La chefferie, l'école, l'église, l'économie de traite et l'armée comptent parmi les machines ayant contribué à l'exclusion des femmes.

La perspective adoptée par l'auteur, guidée par un souci de vulgarisation, est rafraîchissante. Celle-ci réussit à échapper à l'idéalisation du passé qui guette souvent les spécialistes africains des sciences sociales. Elle inscrit sa réflexion dans le courant des recherches sociologiques et historiques actuelles sur les femmes africaines, qui comptent de plus en plus de travaux monographiques importants, tel celui de Bay (1998) sur le royaume du Dahomey. Par ailleurs, l'auteur ne se prive pas de bousculer au passage certains lieux communs en vigueur dans les milieux africanistes européens (Coquery-Vidrovitch, 1993). Enfin, on sent nettement son engagement social quand elle plaide pour l'éducation et l'élargissement de la représentation des femmes au pouvoir. Il aurait néanmoins été intéressant de faire plus de place à certains registres culturels comme les chansons rituelles qui ont certainement accompagné la mémoire politique des femmes baoulé. De même, on s'attendait à retrouver dans le livre une description de certaines pratiques utilisées par les Ivoiriennes pour résister à leur marginalisation postcoloniale dans les villes et les villages, possibilité rapidement évoquée dans la troisième partie du livre (p. 165).

Pounthioun M. D. Diallo

ANDERSON (David)
 RATHBONE (Richard) (eds)
Africa's Urban Past
 Londres, James Currey, 2000, 310 pages.

Tiré d'une conférence à la School of Oriental & African Studies en juin 1996, cet ouvrage s'attache à étudier le passé de villes africaines dont on a trop souvent nié la dimension historique. Plus précisément, les deux animateurs souhaitent que les historiens investissent un champ urbain qui, dans le monde anglo-saxon tout au moins, a pour l'instant été l'apanage des seuls géographes, politologues ou sociologues. De ce point de vue, le recueil ne remplit que partiellement sa mission. D'abord parce qu'il n'est pas le premier du genre : les études françaises sur la ville, avec Catherine Coquery-Vidrovitch, n'avaient pas attendu un tel colloque pour analyser l'histoire urbaine de l'Afrique, sans oublier les superbes monographies déjà réalisées par des Britanniques comme Peter Cutt Lloyd sur Ibadan. Ensuite, parce qu'au-delà des deux premières parties du livre, effectivement écrites par des archéologues ou des historiens, les trois dernières traitent d'économie, d'anthropologie urbaine ou de politique. Autrement dit, la majeure partie des contributions est moins marquée par la touche de l'historien que par la tentative d'analyser la mutation des villes dans la durée.

Cette louable entreprise requérait un effort pluridisciplinaire auquel la plupart des auteurs ont heureusement succombé en dépit (ou à cause) de leur formation d'historien. La relecture des affrontements de Brazzaville par Florence Bernault s'avère ainsi passionnante, avec cette thèse, à méditer, selon laquelle la violence actuelle ne résulte pas de la contradiction entre une culture politique archaïque et une modernité urbaine, mais au contraire de l'inscription de revendications bien contemporaines dans un espace colonial anachronique (p. 285). C'est sans doute l'ouverture d'une telle perspective qui donne à l'ouvrage son côté le plus intéressant.

Marc-Antoine Pérouse de Montclos

BOILLEY (Pierre)
Les Touaregs Kel Adagh, dépendances et révoltes : du Soudan français au Mali contemporain
 Paris, Karthala, 1999, 644 pages.

C'est à une histoire très documentée, empruntée à sa thèse de doctorat, que Pierre Boileau nous invite. Le texte fourmille de détails intéressants, de noms, de témoignages de terrain ; au terme de chaque époque, une conclusion aide à la compréhension de la dynamique contemporaine d'une société touarègue accompagnant la colonisation puis la mise en place de l'État. L'auteur montre bien la stratégie initiale des Kel Adagh, intégrés à l'ensemble soudanais, qui s'allient aux Français pour s'affranchir des Iwllmedan et se débarrasser de la tutelle des Kel Ahaggar d'Algérie. Dans un contexte de paix restaurée, en s'affirmant en tant que groupement politique, ils s'identifient ainsi à l'ensemble d'une région. Ultérieurement, l'intervention de la puissance coloniale dans le choix des chefs, les obligations mal vécues de scolarisation et du paiement de l'impôt justifient le renversement d'alliance. En se désintéressant de la création des partis, les Kel Adagh abandonnent la mise en place du nouvel État malien aux gens du Sud. Après la tentative avortée d'OCRS, la prise de conscience débouche sur la révolte de 1963-1964, sans soutien international, violemment réprimée par l'armée nationale. Déplacement de populations, séparation des familles, politique de sédentarisation, cycles de sécheresses (1972, 1974, 1984) accompagnent la reconquête malienne de la VI^e région, enfermant les Touaregs dans une spirale de destructuration sociale et d'errance sur place ou d'obligation de départ à l'étranger. La diaspora, solidaire dans l'exil, construit alors une nouvelle culture nomade et une prise de conscience expliquant la révolte de 1990. La Libye, en utilisant les Touaregs comme pions de sa stratégie au Sahel, sert de base arrière à un mouvement clandestin pour lequel l'opinion internationale prend fait et cause. À partir de 1990,



attaques de la rébellion et répressions militaires participent d'une fuite en avant à peine atténuée par les accords de Tamanrasset. Intégration ? Autonomie de la région Nord ? Le Pacte national (1992), s'il ramène la paix, consacre l'éclatement des mouvements de rébellion, sur base de division sociale et d'enjeu de pouvoir.

Le mérite de Pierre Boiley est de dépasser les images faciles, oppositions Blancs/Noirs, maîtres/esclaves, et d'entrer dans la complexité nécessaire à la compréhension d'une « question touarègue » abordée souvent de manière beaucoup trop simpliste et subjective. Un appendice reste à écrire : alors que la plupart des chefs de la rébellion bénéficient d'une situation de rente à Bamako, quel bilan peut-on dresser pour le petit peuple des tentes ?

Pierre-Marie Decoudras

GRÉGOIRE (Emmanuel)

Touaregs du Niger.

Le destin d'un mythe

Paris, Karthala, 1999, 339 pages.

On regrettera tout d'abord que le titre du livre ne tienne pas ses promesses. Les Touaregs ne sont pas au centre de l'étude, une seule des quatre parties, la dernière, leur étant consacrée. Quant au « mythe » annoncé, il n'apparaît à aucun moment, et ne ressort que de l'effet de style. Par ailleurs, Emmanuel Grégoire pose en introduction, puis dans l'avant-propos de sa deuxième partie, une problématique centrée sur la « capacité différentielle des sociétés à s'insérer dans l'économie moderne : pourquoi certaines d'entre elles sont-elles parvenues à se fondre dans un nouveau moule économique tandis que d'autres restaient à l'écart ? » (p. 76). Là encore, on est déçu. L'auteur démontre bien que l'insertion économique des Touaregs est effectivement moindre que celle des groupes haoussas ou arabes, mais il n'en explique pas réellement les raisons, sinon par le fait que « l'aristocratie touarègue éprouve une aversion

manifeste pour tout ce qui a trait aux activités marchandes qu'elle juge dégradantes et qu'elle abandonne de ce fait à d'autres populations » (p. 78) ou par des « motivations sociales et culturelles » (p. 248), ce qui est un peu court. Ces assertions rapides, qui reviennent de façon récurrente tout au long de l'ouvrage, auraient dû au moins être étayées.

On regrettera enfin que la première partie consacrée au cadre historique contemporain du Niger soit entachée d'un certain nombre d'erreurs. L'occupation française du Sahara était loin d'être effective en 1899 (p. 26), la révolte des Touaregs maliens n'a pas éclaté en 1961 mais en 1963 (p. 35), Limam Chaafi n'est pas un Touareg mais un Maure (p. 44), les prétendues attaques touarègues d'Arlit ou de Tchintabaraden en 1982 et 1985 sont à prendre avec prudence (pp. 45-46), les rebelles maliens revendiquaient l'Azawad et non l'Azawak, etc.

En revanche, l'apport essentiel de cet ouvrage réside dans le tableau qu'il brosse de l'économie de la région d'Agades, au nord du Niger, des bases de son relatif développement et des échanges commerciaux entretenus avec les pays voisins. Trois dossiers sont particulièrement fouillés. L'étude urbaine de la ville d'Agadès elle-même, depuis l'époque coloniale, permet de suivre les débuts d'un développement qui en a fait un temps, du milieu des années 70 au début des années 90, un pôle économique régional, avant que les conséquences de la rébellion touarègue ne la transforme en ville sinistrée. L'auteur montre que cette expansion contrariée fut essentiellement le fait d'hommes d'affaires haoussas, arabes ou maures, qui contrôlaient en même temps les échanges entre l'Afrique noire et le Maghreb. Un second dossier, consacré à l'exploitation minière, dans laquelle l'uranium tient une place de choix, en expose avec finesse les retombées économiques, issues notamment de l'approvisionnement des sites miniers dans lequel les entrepreneurs haoussas furent, là encore, les plus actifs. Enfin, l'analyse des échanges transsahariens contemporains, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale,

permet d'en comprendre les fluctuations et l'essor progressif. Dans ces réseaux de commerce ou de fraude, ce fut la communauté arabe qui se tailla la part du lion.

Les études consacrées aux spécificités économiques récentes et aux réseaux commerciaux des régions sahariennes ne sont guère nombreuses, aussi convient-il de saluer ces descriptions particulièrement claires et précises.

Pierre Boilley

HAUBERT (Maxime) (dir.)

L'Avenir des paysans. Les mutations des agricultures familiales dans les pays du Sud

Paris, PUF, coll. IEDES-Tiers monde, 1999, 187 pages.

L'Avenir des paysans est l'aboutissement de plusieurs années de recherches sur le thème des reconstitutions des agricultures familiales en période de changement de mode de régulation. Si les auteurs ont cherché à retracer les évolutions actuelles, spécifiques, des agricultures vivrières marchandes de nombreuses sociétés paysannes d'Afrique subsaharienne, d'Amérique latine et plus rarement d'Asie, aucun ne verse cependant dans la monographie. Il s'agit bien d'une brillante synthèse dont le caractère pédagogique transparaît tant dans la structure de l'ensemble de l'ouvrage (huit courts chapitres répartis en deux parties) que dans l'écriture, claire et nerveuse. La première partie (61 pages) présente les dynamiques en cours et les « performances » de ces agricultures dans un environnement fortement modifié par le retrait massif de l'État et la libéralisation des marchés. La deuxième (70 pages) s'interroge sur les conditions de viabilité des agricultures familiales et des sociétés paysannes. Elle dresse un bilan, sans commisération ni misérabilisme, de leurs atouts, faiblesses, acquis et besoins face à un « marché » qui n'est porteur d'aucun projet collectif, et d'États fraîchement

convertis à l'idéologie libérale qui n'ont plus les moyens d'intervenir.

L'introduction, magistrale, est conçue comme une démonstration. Le lecteur y retrouvera en quelques pages les définitions indispensables de l'« agriculture familiale » et de l'« agriculture paysanne », dont l'auteur reconnaît le caractère fondamentalement « rationnel », c'est-à-dire parfaitement adapté à un environnement instable et incertain où les contraintes techniques et sociales sont encore loin d'être levées. La thèse centrale – qui dénote un certain engagement – est la suivante : si la « fin des paysans » est établie dans les agricultures capitalistes et latifundiaires des pays industrialisés ou émergents, dans les pays du Sud, moins avancés, les « oubliés du développement » font quotidiennement preuve d'endurance, de flexibilité et d'innovation face à « l'épreuve-monde ». Et, dans bien des cas, les petites agricultures familiales font mieux que survivre !

Ce cadrage établi, le lecteur est invité à une lecture comparative de l'évolution des politiques et des agricultures familiales. La décision de débiter par une perspective historique de l'« exploitation familiale moyenne » européenne peut surprendre. En effet, deux siècles durant, la petite agriculture européenne a lutté pour survivre face à la supériorité technique et idéologique de la « grande exploitation salariée ». Et elle n'a triomphé que dans les pays où l'État a joué un rôle modérateur et régulateur tout en incitant les petits propriétaires terriens à adopter les innovations techniques. Avait-elle sa place dans cet ouvrage ? En réalité, cet apport imprévu contribue à éclairer sous un jour nouveau la nature des relations entre l'État, les paysans et le marché dans les pays du Sud.

M. Dufumier met en avant « la supériorité des agricultures familiales lorsque les États laissent une grande capacité d'initiative aux paysans » tout en améliorant les réussites des innovations et encadrements nés de la Révolution Verte. G. Courade, pour sa part, insiste sur les perceptions biaisées et contradictoires de l'État et de l'économie de marché par les sociétés paysannes.



La libéralisation des économies rentières et administrées a certes modifié la nature et l'intensité du risque pour le petit agriculteur, mais elle ouvre des perspectives économiques à certaines catégories de producteurs agricoles familiaux. Enfin, J. Forero-Alvarez montre comment l'économie autarcique paysanne, autonome à l'origine, a été transformée par son insertion dans le marché du travail et le développement de l'urbanisation en Amérique latine, tandis que J.-P. Minvielle, à partir d'un exemple sénégalais, analyse le passage de systèmes d'échanges locaux, enchâssés dans le social, à un système d'échange encastéré dans le marché.

Le texte suivant se place résolument du côté des petits agriculteurs africains. L'approche développée par D. Gentil et M.-R. Mercoiret dépasse nécessairement la seule énumération des multiples besoins en appui des exploitations familiales. Les auteurs se livrent, en réalité, à un plaidoyer pour un maintien de l'État et une meilleure articulation des acteurs à la base (organisations paysannes, privés, État). M. Haubert reprend la question de la participation négociée des associations paysannes au développement et au marché pour proposer une analyse plus politique des « mouvements paysans », tout en soulignant qu'ils restent encore peu représentatifs de la diversité des sociétés paysannes, surtout en Afrique. Qui plus est, il montre bien comment l'instauration d'un marché global conduit à un renversement d'alliance entre les petits agriculteurs et l'État. Les revendications catégorielles paysannes ne pourront émerger comme une demande sociale sans une convergence avec d'autres mouvements de la société civile. La conclusion (du même auteur) cherche à nous transmettre un « message » : certes, la contribution des agricultures familiales au développement est limitée par le champ de contraintes dans lequel elles évoluent, mais elles font quotidiennement preuve d'une étonnante capacité d'adaptation et d'innovation. Seule faiblesse de cet excellent ouvrage, l'utilisation, çà et là, d'une terminologie « exotiquement » surannée.

Pierre Janin

KANE (Ousmane)

TRIAUD (Jean-Louis) (dir.)

Islam et islamismes au sud du Sahara

Paris, Iremam-Karthala-MSH, 1998,
330 pages.

Sous un titre évocateur, ce livre rassemble une douzaine d'articles publiés par la très utile revue *Islam et sociétés au sud du Sahara* depuis 1987, année de sa fondation. Initiative bienvenue qu'apprécieront à sa juste valeur celles et ceux qui n'ont pas accès à une publication à laquelle on ne peut reprocher que le caractère confidentiel de sa diffusion. D'où l'attrait que l'on trouvera à lire ou relire les textes ici réunis selon une logique privilégiant le contemporain et les travaux d'analyse politique. Rien d'aléatoire donc dans cette compilation qui combine heureusement études générales et monographies, recherches de pointe et approches vulgarisatrices.

L'ensemble est précédé d'une mise en perspective, que l'on doit aux deux co-directeurs, des principales interrogations que soulève le fait islamique au sud du Sahara, et dont on retiendra, en conclusion, qu'il n'y a pas, au sud du Sahara, « d'expansion islamique nouvelle et subite », mais plutôt « un immense effort de rattrapage culturel de la part des élites musulmanes » et une aspiration au partage du pouvoir qui l'emporte « de très loin sur les velléités révolutionnaires des minorités les plus radicales » (p. 20).

René Otayek

LINDEN (Ian)

Christianisme et pouvoirs au Rwanda (1900-1990)

Paris, Karthala, 1999, 438 pages.

Ce livre, déjà publié en 1977 sous le titre *Church and Revolution in Rwanda*, reste un ouvrage de référence sur le catholicisme en Rwanda. Il a été traduit avec le concours de la

Société des missionnaires d'Afrique à l'occasion du premier centenaire de l'évangélisation de ce pays. Manière aussi d'offrir en français un bilan nuancé de l'action de l'Église au moment où celle-ci est particulièrement discutée, après le génocide de 1994. Mais son objet n'est ni apologétique, ni dénonciateur. Il vise à comprendre la place de l'Église catholique dans l'histoire politique de ce pays depuis la fondation de la première mission, à Save, en février 1900.

Les enjeux de pouvoir sont présents dès les premiers temps de cette histoire, avant 1914 : le Rwanda, en Afrique orientale allemande, représente une compensation pour des missionnaires refoulés du Buganda à l'issue d'une guerre de religion arbitrée par les Anglais au profit des protestants. La recherche d'une prééminence va suivre en permanence trois voies : celle du « royaume chrétien » (vieux idéal jésuite repris par le cardinal de Lavigerie), celle d'une alliance avec les colonisateurs et celle de la conversion d'un Clovis local. La première voie inspire les missions initiales gérées comme de véritables chefferies autonomes, sous la protection armée de ceux que l'auteur appelle des « catéchistes-askaris », des exilés baganda qui « enseignent » sans avoir abandonné les fusils de la guerre civile. Les premiers convertis sont des marginaux, beaucoup d'enfants victimes de la famine. Les choses changent vite avec la fondation de la mission de Kabgayi, à proximité à la fois de la cour royale de Nyanza et de la Résidence de Kigali, sous l'impulsion du père Léon Classe, un Lorrain qui, jusqu'à sa mort en 1945, va donner à cette évangélisation une orientation de type néo-médiéval.

Le changement d'administration coloniale, à partir de 1916, au profit de la catholique Belgique et le remplacement en 1931 du roi Musinga, rétif à la domination étrangère, par son fils Mutara, baptisé en 1943, donnent à l'Église missionnaire l'impression de réaliser le royaume chrétien de ses rêves : son autorité morale, son rôle dans l'éducation et la santé, son influence auprès des chefs jusque dans les détails de leur gestion, ont comme vidé de sa substance l'ancien pouvoir monarchi-

que tutsi. Ensuite, le nouveau régime du Parti du mouvement de l'émancipation hutu (Parmehutu), né de la « révolution sociale » de 1959-1961, ne change guère cette configuration. Certes le Suisse André Perraudin, devenu évêque en 1956, va remplacer l'idéal aristocratique de Léon Classe, convaincu d'une supériorité naturelle tutsi, par un idéal démocrate-chrétien plaçant l'avenir du pays entre les mains du « menu peuple » hutu. Mais la mission de Kabgayi reste la capitale morale du Rwanda, avec un président de la République, Grégoire Kayibanda, issu de son séminaire, et le poids de la composante missionnaire dans l'Église du Rwanda reste déterminant. On peut regretter que les positions de l'évêque Bigirumwami, très différentes de celles de Mgr Perraudin, n'aient pas été analysées, mais caricaturées sur la base de « sources non attribuables » (p. 356), selon la méthode des témoignages anonymes qui ne s'est que trop répétée par la suite. Le dernier chapitre, rajouté au texte de l'édition anglaise, nous mène de 1962 à 1990, mais n'offre qu'une compilation ecclésiologique et événementielle peu éclairante sur la situation précédant la crise majeure de 1994.

L'ouvrage suit pas à pas l'évolution des rapports de l'Église avec les catégories tutsi et hutu. On voit se succéder un épisode initial qualifié de pro-hutu, une période durable d'alliance avec l'aristocratie tutsi et la phase récente de connivence avec les militants du mouvement hutu. Cette vision apparaît cependant aujourd'hui insuffisante, à moins de supposer immuables les enjeux de cet échiquier politico-ethnique durant un siècle autant chargé de changements et d'imaginer que la présence européenne n'ait été qu'une cohabitation sans influence sur la société et la culture rwandaises. La dialectique des logiques endogènes et de l'emprise étrangère n'est qu'ébauchée. Or, les missionnaires ont été les clercs qui écrivaient, enseignaient et informaient. On attendrait plus sur la confusion durable entre la minorité de chefs et l'ensemble des Tutsi, sur l'idéologisation des traditions historiques rwandaises en termes de « Bantous » et de « Hamites », bien plus grave



qu'une « aimable spéculation » (p. 223), sur la recomposition sociale induite par la vision ethniste de la société, enfin sur l'adhésion renouvelée à une lecture fondamentalement raciale des problèmes sociaux à partir des années 50 (un discours qualifié de « modéré » et d'inspiration antitotalitaire, pp. 339 et suiv.). L'auteur n'a-t-il pas été tenté à l'époque par des rapprochements, peu convaincants, avec la Rhodésie ?

Jean-Pierre Chrétien

MARIE (Alain) (dir.)
*L'Afrique des individus. Itinéraires
citadins dans l'Afrique contemporaine
(Abidjan, Bamako, Dakar, Niamey)*
Paris, Karthala, 1997, 438 pages.

L'une des questions centrales, mais rarement abordée de front, que posent les incertaines démocratisations africaines a trait à l'émergence, problématique, de l'individu au sud du Sahara. Il s'agit pourtant d'un débat de fond, pour peu que l'on admette que l'affirmation de l'individu émancipé de ses liens « primordiaux » est, de concert avec la dissociation du politique et du religieux, à l'origine de la modernité occidentale. Depuis Louis Dumont, on sait d'ailleurs que ce qui discrimine la société moderne par rapport à la traditionnelle est précisément la prévalence de l'individu sur le groupe et celle du principe d'égalité sur celui de hiérarchie.

Si l'on suit ce raisonnement, l'individualisation serait illusoire en Afrique, du fait notamment de la pression que le groupe exerce en permanence sur ses membres, et du caractère extrêmement contraignant des systèmes d'obligations qui organisent la subordination des seconds au premier : c'est le fameux « paradigme » holiste rituellement invoqué pour expliquer l'incompatibilité de la démocratie, idée et mode de gouvernement, avec les sociétés africaines et, accessoirement, y justifier la fatalité autoritaire. Naturellement, on ne saurait ignorer les « affinités électives » que semblent

entretenir avec l'autoritarisme certains contextes culturels caractérisés par l'intériorisation absolue des normes collectives et des statuts ainsi que par l'extrême conformisme social. On pense en particulier à certaines sociétés segmentaires d'Afrique à propos desquelles les anthropologues ont inventé les notions de « totalitarisme lignager » (M. Augé) ou « élémentaire » (R. Duval). Reposant sur un contrôle social rigoureux, garant de la cohésion du groupe, ces types de sociétés répriment effectivement toute velléité individualisante, celle-ci représentant selon elles une menace pour l'harmonie sociale. Et s'il y a malgré tout transgression, la sorcellerie est là pour punir les déviants et restaurer l'ordre social.

Ce constat général fait, ne convient-il pas d'aller au-delà en s'interrogeant sur l'existence possible de trajectoires d'individualisation susceptibles d'être repérées derrière le consensus communautaire apparent ? Telle est, en tout cas, la démarche que s'assignent les auteurs de *L'Afrique des individus*, démarche d'autant plus salutaire et bienvenue que paraît revenir en force un certain discours culturaliste qui substantialise les cultures africaines en les figeant dans leur immuabilité et leur irréductible altérité.

L'hypothèse générale qui parcourt cet ouvrage pionnier est que la crise socio-économique qui frappe les sociétés subsahariennes donne lieu à un double processus de déstabilisation des systèmes communautaires de solidarité et de fragilisation des circuits clientélares de redistribution ; dans ce contexte où la prise en charge communautaire s'essouffle alors qu'elle est plus que jamais nécessaire, on assisterait ainsi à la cristallisation de processus multiformes d'individualisation dans un lieu – à savoir la ville – « où les processus d'individualisation sont les plus visibles, les plus lisibles et les plus accusés » (p. 13).

Ces processus, les co-auteurs les analysent à travers six études de cas délimitant trois « sites » où se jouerait, selon eux, la confrontation entre le sujet individuel et le sujet communautaire : le monde de l'entreprise, où s'affrontent la logique de la soli-

darité « traditionnelle » et celle de la « rentabilité entrepreneuriale » (pp. 113-200) ; l'opposition entre les contraintes de la société globale et les exigences de la communauté d'appartenance (pp. 201-328) ; la dialectique de la marginalité et de la solidarité (pp. 329-403). Innovantes, stimulantes et argumentées, ces études de cas, fruit d'un solide travail de terrain, sont précédées de deux textes introductifs de caractère général que l'on doit à R. Vuarin et A. Marie. Faisant appel à la sociologie générale, sollicitant tour à tour Durkheim, Dumont ou Élias, ils « balisent » en quelque sorte la réflexion en proposant des pistes pour sortir de la fausse alternative entre holisme et individualisme (pp. 59 et suiv.).

Il est naturellement impossible de rendre justice, dans le cadre d'une simple recension, à chacune des contributions qui composent cet ouvrage. Aussi se contentera-t-on de mettre en exergue la conclusion majeure qui s'en dégage : à savoir que les processus d'individualisation étudiés, non réductibles à l'expérience occidentale en la matière, témoignent de l'émergence d'une individualisation différenciée, correspondant moins à l'opposition imaginée par Dumont qu'à la thèse d'Élias qui voit dans le rapport de l'individu au groupe le reflet d'un équilibre toujours instable entre le « je » et le « nous ». D'où cette hypothèse d'une trajectoire autochtone de l'individualisation, combinant individualisation subjective et recombinaison des solidarités communautaires, une trajectoire synonyme de « formes d'individualisation partielles et relatives », impliquant « non pas des ruptures mais des réaménagements sélectifs » (p. 105).

On devine aisément la portée considérable de cet ouvrage au regard du débat sur la démocratisation des sociétés africaines, et l'intérêt qu'il représente pour tous ceux qui réfléchissent sur les identités en politique. De ce point de vue aussi, *L'Afrique des individus* s'impose comme une contribution majeure qui ne doit pas rester sans lendemain.



MARTIN (Denis-Constant)
Coon Carnival. New Year in Cape Town, Past and Present
Cape Town, David Philip, 1999,
193 pages.

Cet ouvrage au format original, abondamment illustré (comportant notamment deux magnifiques cahiers couleur), agrémenté de documents présentés en encarts (articles de presse, interviews réalisées par l'auteur...) mais sans concession sur l'appareil critique, est le fruit d'une recherche de plusieurs années sur le carnaval célébré chaque année par les Coloureds de la ville du Cap, en Afrique du Sud. Il s'agit de la première étude tentant véritablement d'inscrire les festivités du Nouvel An dans leur contexte sociologique et historique.

L'ouvrage suit une approche enveloppante, s'ouvrant sur les formes et les acteurs du carnaval des années 90 (avec ses parades de rues, ses concours entre troupes, ses chœurs malais, son organisation), avant d'entamer une passionnante reconstitution de l'histoire de ce moment de la vie sociale capetownienne. Mais, par là même, c'est aussi à une réflexion sur la formation d'une identité coloured que nous sommes conviés, tournant d'abord nos regards vers la colonie du Cap au XVIII^e siècle, où esclaves (asiatiques ou africains), Blancs pauvres, « Noirs libres », Khoikhoi, marins et soldats se retrouvent dans une sous-culture urbaine et créole qui devait surtout s'affirmer après l'abolition de l'esclavage (1834), et qui est notamment marquée par la pratique commune de l'afrikaans.

On peut certes rester dubitatif devant l'image d'un XIX^e siècle cosmopolite et fusionnel, sans discriminations autres que « sociales » : n'y aurait-il pas là l'effet d'un discours « post-apartheid » ? Mais l'inventaire subtil des parades et mascarades qui traversent les rues du Cap au second XIX^e siècle est extrêmement convaincant, montrant comment différentes traditions (déambulation de l'épouvantail de Guy Fawkes, célébration de l'anniversaire de l'émancipation, défilés de l'armée

de salut...) ont pu converger vers le carnaval du Nouvel An et enrichir son répertoire. Un autre apport capital de l'ouvrage réside dans le repérage des influences exercées à la fin du XIX^e siècle par des artistes américains, importateurs de chansons ou de modes vestimentaires. Les tournées de Coons, en particulier, furent semble-t-il décisives dans la fixation de certaines caractéristiques du carnaval du Cap. Ces chansonniers blancs, le visage noirci au charbon pour imiter les Noirs du Sud, mêlaient caricature raciste et transgression insolente de l'ordre social, utilisant des codes qui furent réappropriés par les artistes du Cap, non sans transformations (à l'exemple du terme même de « Coon », péjoratif aux États-Unis mais chargé en Afrique du Sud d'une valeur généralement positive).

Enfin, tout au long du XX^e siècle, le carnaval du Cap peut être perçu comme le révélateur d'une identité coloured problématique, le moment où s'expriment toutes les tensions, entre résistance à un statut imposé de l'extérieur et affirmation de l'autonomie créative d'une communauté.

François-Xavier Fauvelle-Aymar

DA ROSA (Victor Pereira)
CASTILLO (Susan) (eds)
Pós-colonialismo e identidade
Porto, Universidade Fernando Pessoa,
1998, 226 pages.

Cet ouvrage est issu d'un colloque international tenu sur le même thème (« Postcolonialisme et identité ») à Porto. Les communications sont en langue portugaise, sauf deux exceptions anglaises. Il a le défaut fréquent des *Actes* n'ayant pas été retravaillés : éclatement des contributions sur des thèmes trop différents, allant ici de l'Irlande au Mozambique. En fait, si le titre avait un sens et n'était pas un simple « chapeau », il se serait agi d'analyser, d'une part, en quoi l'identité des « postcolonisés » a un rapport avec la colonisa-

tion, et, d'autre part, les effets de la fin de la colonisation sur l'identité des anciens colonisateurs – ici principalement le Portugal. Ces thèmes, complexes et importants, ne sont en réalité jamais traités, à une seule exception près. Certains articles n'ont qu'un lointain rapport avec l'étude de l'identité – même s'ils peuvent être par ailleurs très intéressants dans leur sujet propre – ou abordent l'identité actuelle, mais sans la dimension historique annoncée. L'exception est l'article de Patrick Chabal, dont l'article clôt l'ouvrage : « What is Africa ? Interpretations of post-colonialism and identity » (pp. 209-226). Cette étrange question – « What is Africa ? » –, P. Chabal la décline en reprenant *grosso modo* les arguments de son ouvrage *Power in Africa* et en insistant sur la dimension historique de l'émergence d'une iden-

tité postcoloniale, forcément multifacétale et non exclusive d'autres.

Citons rapidement ceux des autres articles abordant la question identitaire (mais sans la lier à la question coloniale) : l'article de Jane Tutikian sur la capverdianité, celui de José Carlos Venâncio sur « ethnicité et nationalité en Afrique lusophone » – qui en reste désespérément à des généralités –, l'article de José Soares Martins sur les « minorités ethniques » au Portugal (on appelle ainsi, au Portugal, les communautés immigrées : impensable en France !), et enfin celui de Nelson Lima Santos sur les représentations sociales de l'identité portugaise, qui est une intéressante enquête d'opinion. Enfin, d'autres contributions, sans aucun rapport avec le thème annoncé, retiennent également
